

Orientation, transparence, fin de la hiérarchisation des vœux... Les conséquences de Parcoursup selon plusieurs chercheurs

7-8 minutes

"Parcoursup, c'est un temps qui cristallise l'angoisse des jeunes par rapport à leur avenir et met en lumière tout le caractère sélectif du système scolaire", déclare Even Loarer, titulaire de la chaire de psychologie de l'orientation au Cnam, lors d'une rencontre organisée par l'Ajéduc le 18 juin 2019. Vincent Lehel, professeur d'économie à l'université de Rouen, revient sur la lenteur de la procédure, un "coût associé à la possibilité de choix sur Parcoursup". Pour autant, la réforme n'a pas résolu les problèmes de l'orientation, estime Paul Lehner, MCF en sciences de l'éducation à l'UCP.



Photo by John Schnobrich on Unsplash

"Globalement, le remplacement d'APB par Parcoursup est une réussite, encore plus car cette procédure implique des changements importants", estime Even Loarer, professeur titulaire de la chaire de psychologie de l'orientation au Cnam, lors d'une rencontre "Parcoursup et ses conséquences pour l'orientation sous le regard des chercheurs", organisée par l'association des journalistes éducation (Ajéduc), le 18 juin 2019. "Pourquoi ne pas avoir mis en place une nouvelle version d'APB purgée des défaillances que connaissait la plateforme ?", s'interroge Vincent Lehlé, professeur d'économie à l'université de Rouen qui a notamment travaillé sur l'algorithme de Parcoursup et les modèles d'appariement.

Pour Paul Lehner, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'UCP et auteur d'une thèse sur la place des conseillers d'orientation, les inégalités en termes d'orientation persistent malgré le changement de procédure : "C'est le système scolaire, plus que Parcoursup, qui est inégalitaire."

Quelles différences entre Parcoursup et APB ?

La question de la transparence. Alors qu'APB était critiqué pour l'opacité de son algorithme ([lire sur AEF info](#)), Parcoursup a "réintroduit l'humain" dans le processus d'affectation selon les mots du MESRI. Avec la publication de l'algorithme national, "il y a eu davantage de transparence. Mais l'opacité a été réintroduite pour les critères de sélection", estime Even Loarer. Car depuis Parcoursup, toutes les formations, y compris non sélectives et n'étant pas en tension, doivent classer les dossiers des candidats. Pour Vincent Lehlé, il faudrait d'ailleurs davantage de transparence dans ces critères, même si le Conseil d'État a décidé que les universités pouvaient refuser de communiquer à une personne tierce les règles de traitement informatique des candidatures ([lire sur AEF info](#)). Les examens et classement des dossiers permettent d'accueillir les élèves ayant le plus de chances de réussir dans ces formations. Mais "sur quels critères nous appuyer pour présumer de la réussite d'un étudiant dans l'enseignement supérieur, c'est toute la question", remarque Paul Lehner. "Si l'on se base sur les critères scolaires, on sait que c'est un arbitraire social qui ne préjuge pas forcément des qualités et aptitudes de quelqu'un", poursuit-il.

La fin de la hiérarchisation. Contrairement à APB, Parcoursup n'oblige pas les candidats à hiérarchiser leurs vœux. "À ma connaissance, ce modèle est assez rare dans les dispositifs d'affectation vers l'enseignement supérieur si l'on se place au niveau international", juge Vincent Lehlé. Pour les intervenants, la hiérarchisation avait induit, via des pratiques et des règles *ad hoc* comme le point bonus pour le 1^{er} vœu, des stratégies de la part de candidats et notamment de l'autocensure. "Les candidats avaient tendance à mettre un premier vœu qui leur semblait 'réaliste' où ils avaient la plus grande chance d'être acceptés", remarque Even Loarer.

Une procédure "lente". Si Parcoursup "donne davantage le choix aux élèves", "ce choix a un coût qu'est la lenteur de la procédure" déclare Vincent Lehel. Or, "les êtres humains n'aiment pas être dans l'incertitude, encore moins dans des moments qui, comme celui de l'entrée dans l'enseignement supérieur, sont vécus comme déterminants", remarque Even Loarer. D'autant que les candidats en attente dépendent d'une réponse extérieure, sur laquelle ils n'ont aucune prise, "ce qui va à l'encontre de l'autodétermination qui est un discours important dans notre société", explique-t-il. Les trois intervenants remarquent d'ailleurs que de nombreux établissements privés du supérieur fondent leur stratégie de recrutement sur cette attente en décalant leur calendrier avant la procédure ou après la première vague de réponses. "Les familles et candidats peuvent prendre des décisions qui sont contraires à leurs intérêts pour éviter ou mettre fin à l'incertitude de la procédure", estime Even Loarer.

La question de l'orientation

Informé n'est pas orienté. Pour autant, la réforme Parcoursup ne semble pas avoir résolu les problèmes existant en termes d'orientation : "Les acteurs de l'orientation, dont les psychologues de l'Éducation nationale, ont été marginalisés dans cette

procédure", affirme Paul Lehner. "Il y a aujourd'hui une incapacité des professionnels à faire entendre ce qu'est l'orientation. On le voit dans la mise en place des 54 heures dédiées à l'orientation en seconde : il s'agit d'informer les lycéens sur les diverses formations du supérieur. Pour orienter un jeune, il faut certes l'informer mais aussi l'accompagner." Et, avec la réforme du bac, le besoin d'accompagner les lycéens plus tôt devient nécessaire, car la question du choix des spécialités pour accéder à l'enseignement supérieur se pose dès la seconde.

Le risque de la reproduction sociale. Lors de la procédure 2019, les délais de réponse aux propositions des établissements ont été raccourcis. "Cette mesure est meilleure pour l'économie générale du système car elle évite la lenteur de la procédure, mais c'est un délai court pour le candidat, remarque Even Loarer. Cela implique pour lui d'avoir réfléchi et hiérarchisé ses vœux en amont, d'où le besoin d'orientation lorsque l'on fait ses vœux." Selon Paul Lehner, comme avec APB, des stratégies se développent pour l'orientation sur Parcoursup et cela sert en premier lieu les élèves ayant les capacités de comprendre les attendus ([lire sur AEF info](#)) des formations du supérieur. "Lorsque le père est diplômé du supérieur, l'enfant a cinq fois plus de chance d'avoir un diplôme du supérieur : ça passe par la réussite à l'école, les bonnes informations et les bons choix d'orientation", explique Even Loarer. "Parcoursup, c'est un temps dans le parcours scolaire qui cristallise l'angoisse des jeunes par rapport à leur avenir et met en lumière tout le caractère sélectif du système scolaire. Le problème n'est pas celui de Parcoursup, il est ailleurs", termine-t-il.